

Gilles CARREZ

*Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (E 3567) (n° 69 rectifié) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2006 (n° 3) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (n° 1266) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2009 (n° 1359) [28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (n° 421) [3 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [4 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 108) [31 juillet 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 1^{er} août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 14 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (n° 511) [19 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire et rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. des 20 et 21 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 (n° 917) [28 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (n° 4) [5 juillet 2007] (n° 62)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget, après déclaration d'urgence, de 2006 (n° 3) [11 juillet 2007] (n° 66)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2008 [11 juillet 2007] (n° 67)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Marc Laffineur, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (E 3567) (n° 69) [16 juillet 2007] (n° 74)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [31 juillet 2007] (n° 109)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative nationale pour 2007 (n° 421) [29 novembre 2007] (n° 445)

Proposition de loi n° 480 sur l'organisation du temps de travail dans l'entreprise et en faveur du pouvoir d'achat [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [13 décembre 2007] (n° 507)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [19 décembre 2007] (n° 515)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2007 [16 avril 2008] (n° 816)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion, après déclaration d'urgence, pour l'année 2007 (n° 917) [26 juin 2008] (n° 1004)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des mesures fiscales contenues dans les lois de finances et dans la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [3 juillet 2008] (n° 1012)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation des finances publiques [9 juillet 2008] (n° 1033)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Politique budgétaire. Loi de finances 2008, recettes excédentaires, affectation [17 octobre 2007] (p. 2835)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [4 décembre 2007] (p. 4910)

Finances publiques. Politique budgétaire. [29 janvier 2008] (p. 586)

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2007 [6 février 2008] (p. 772)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : communique des exemples chiffrés sur les conséquences de la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la prime pour l'emploi [11 juillet 2007] (p. 1775)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : rappelle qu'il a demandé que les collectivités locales ne participent pas au financement des restitutions dues au titre du bouclier fiscal [13 juillet 2007] (p. 1933)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : souligne les contraintes liées au dispositif permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa cotisation au titre d'apports à sa propre société [18 octobre 2007] (p. 2958)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : explique sa position sur l'amendement n°13 de M. Lionel Tardy adopté après l'article 9 accordant

aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société et se déclare défavorable à une seconde délibération [19 octobre 2007] (p. 3023)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1641)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 1643)

Donations et successions (p. 1742)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1643)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1643)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1643)

Finances publiques : recettes fiscales : croissance (p. 1643)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1643)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1643)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1643)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1642)

Logement : logement social (p. 1642)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1642)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1642)

Président de la République (p. 1641, 1643)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1643)

Travail (p. 1641)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1641)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1641)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 1745 et s.)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1753, 1761, 1765, 1774 et s.)

Son amendement n° 186 : adopté (p. 1777)

Son sous-amendement n° 472 à l'adt n° 246 de Mme Marisol Touraine (p. 1791)

Son sous-amendement n° 481 à l'adt n° 246 de Mme Marisol Touraine (p. 1791) : adopté (p. 1792)

Son amendement n° 184 rectifié : adopté (p. 1795)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf supra) (p. 1774)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 1858 et s.)

Ses amendements n°s 341 rectifié et 342 rectifié : adoptés (p. 1861)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 188 rectifié : adopté (p. 1888)

Ses interventions (p. 1892 et s.)

Ses amendements n°s 189 rectifié et 190 rectifié : adoptés (p. 1895)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1927, 1932)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1933)

Après l'article 5

Son amendement n° 366 (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après rectification (suppression du gage) (p. 1946)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses amendements n°s 191 à 193 rectifiés : adoptés

Ses interventions (p. 1958 et s.)

Ses amendements n°s 194 à 197 rectifiés : adoptés (p. 1958 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 71, deuxième rectification de la commission (dirigeants de sociétés - indemnités de départ ou de licenciement supérieures à un million d'euros : non déductibilité du résultat) (p. 1962)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1968, 2051)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 94 : adopté (p. 2066)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2071 et s.)

Son amendement n° 96 : adopté (p. 2074)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n° 97 (p. 2074) : adopté après modification (p. 2075)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 91 de la commission (rapport d'évaluation préalable à la généralisation du revenu de solidarité active) (p. 2076)

Intervient sur l'adt n° 93 de la commission (revenu de solidarité active : rapport sur les mesures d'accompagnement financier au bénéfice des départements) (p. 2077)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2612)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : dotations de l'Etat (p. 2619)

Donations et successions (p. 2613)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 2613)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2613)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2613)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2612 et s.)

Travail (p. 2612)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2612)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2625)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 2625 et s.)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Son intervention (p. 1981)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1982)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1982 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1982 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 1982 et s.)

Finances publiques : exécution du budget (p. 1982)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 1981 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1983)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1982)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1981 et s.)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1982)

Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1982)

Discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 2007)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2007, 2008)

Article 1er (résultats du budget de l'année 2006)

Ses amendements n^{os} 2 et 3 : adoptés (p. 2007)

Article 2 (tableau de financement de l'année 2006)

Ses amendements n^{os} 5 et 4 : adoptés (p. 2007)

Article 3 (résultat de l'exercice 2006 - affectation au bilan et approbation du bilan et de l'annexe)

Ses amendements n^{os} 13, 6 à 9 : adoptés (p. 2007 et s.)

Article 4 (budget général - dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement)

Son amendement n° 10 : adopté (p. 2008)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (rapport sur les opérateurs de l'Etat : prise en compte de la dernière année dont l'exécution est définitivement connue, de l'année en cours et de l'année suivante) (p. 2008)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 2013)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2014 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2015)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2013 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2014)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2014)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2014 et s.)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2014)

Finances publiques : gestion pluriannuelle (p. 2015)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2013)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2013)

Politique économique : croissance (p. 2013 et s.)

Président de la République (p. 2013 et s.)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2014)

Sécurité sociale : déficit (p. 2014 et s.)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2015)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses interventions (p. 2773, 2798)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2775, 2798)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2775)

Emploi : UNEDIC : excédent (p. 2799)

Enseignement supérieur (p. 2776)

Entreprises : allégement des charges : fiscalité (p. 2798 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : transmission (p. 2777)

Etat : transferts de recettes : collectivités territoriales (p. 2798)

Etat : transferts de recettes : sécurité sociale (p. 2798)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2774 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2776)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2776)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2775)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 2776)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2798 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2774)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2775)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2776)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2776)

Impôts et taxes : solidarité entre conjoints (p. 2777)

Justice : crédits (p. 2776)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2774)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2777)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 2775 et s.)

Parlement (p. 2776)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 2773)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2774)

Recherche : innovation (p. 2776 et s.)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 2775)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) : assiette (p. 2798)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2774 et s.)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2892 à 3026)

Article 8 (aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société)

Ses amendements n^{os} 105 et 104 : adoptés (p. 2897)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son amendement n^o 58 : adopté (p. 2915)

Article 5 précédemment réservé (obligations des époux et des partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Ses amendements n^{os} 37 et 38 : adoptés (p. 2919)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2923 et s.)

Ses amendements n^{os} 70 à 72, 59 (p. 2925 et s.) : adoptés (p. 2927 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n^o 2 précédemment réservé de la commission (associations de défense des consommateurs : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons et cotisations) (p. 2936)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n^o 103 : adopté (p. 2944)

Après l'article 9

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 2958, 2959)

Intervient sur l'adt n^o 6 rectifié de la commission (application aux levées d'options sur actions intervenant à compter du 11 octobre 2007 des dispositions de la loi "TEPA" du 21 août 2007 relatives à la fiscalisation des plus-values dans le cas où la levée d'options est suivie d'une donation) (p. 2960)

Article 11 (aménagement du régime des plus ou moins-values sur titres de sociétés à prépondérance immobilière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Ses amendements n^{os} 102 et 101 : adoptés (p. 2972)

Son amendement n^o 106 : adopté (p. 2973)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Ses interventions (p. 3007 et s.)

Son amendement n^o 29 rectifié : adopté (p. 3009)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 3009)

Article 15 (affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs -DSI- au financement de la DSI de 2008)

Son amendement n^o 28 rectifié : adopté (p. 3012)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Son intervention (p. 3014)

Son amendement n° 80 rectifié (p. 3012) : adopté après modification (p. 3014)

Article 18 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son amendement n° 32 rectifié (p. 3015) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3016)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de la commission (taxe sur la publicité télévisée affectée au soutien de l'expression radiophonique locale : majoration du barème) (p. 3017)

Article 23 (modification des ressources de l'Agence nationale des titres sécurisés -ANTS)

Son amendement n° 60 : adopté (p. 3019)

Article 28 (compensation aux organismes de sécurité sociale des pertes de recettes résultant de la réduction de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires)

Ses amendements n°s 40, 39 et 41 : adoptés (p. 3020)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Ses amendements n°s 42 et 43 : adoptés (p. 3020 et s.)

Article 30 (reprise par l'Etat de la dette de Charbonnages de France -CdF)

Ses amendements n°s 35 et 36 : adoptés (p. 3021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

Seconde délibération

Article 21 (ressources des organismes de l'audiovisuel public)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (rétablissement du plafonnement de la contribution de l'Etat au titre des dégrèvements de redevance) (p. 3025)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Son intervention (p. 3060)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- *Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007*

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 86)

Thèmes :

Etat : réforme : politiques publiques (p. 86)

Pays étrangers : Luxembourg : Imprimerie nationale (p. 79)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007*

Supplée M. Jean-Claude Flory, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 93)

Thèmes :

Aménagement du territoire : tourisme et loisirs (p. 94)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 94)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 94)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 94)

Collectivités territoriales : programme exceptionnel d'investissement (PEI) : Corse (p. 94)

Cours d'eau, étangs et lacs : pollution : Bretagne (p. 94)

Impôts locaux : taxe professionnelle : crédit d'impôt (p. 94)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : aménagement du territoire (p. 93 et s.)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 94)

Régions : contrats de projets (p. 94)

Union européenne : fonds structurels : aménagement du territoire (p. 94)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Après l'article 48

Son amendement n° 28 (compensation financière des transferts de compétences en faveur des groupements de collectivités territoriales) : adopté (p. 3531)

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Henri Nayrou (calcul du potentiel financier des communes de montagne) (p. 3532)

Intervient sur l'adt n° 31 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (modification des conditions d'éligibilité à la dotation nationale de péréquation) (p. 3533)

Son amendement n° 27 (disposition relative aux départements qui cessent d'être éligibles à la dotation de fonctionnement minimale ou à la dotation de péréquation urbaine) : adopté (p. 3535)

Son amendement n° 30 rectifié (consolidation de certains flux financiers entre la région Ile-de-France et d'autres collectivités territoriales) (p. 3535) : adopté (p. 3536)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4320 à 4349)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 4322)

Son amendement n° 288 : adopté (p. 4322)

Article 40 (exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires)

Son amendement n° 291 rectifié (p. 4332)

Article 38 (majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)

Ses amendements n°s 260, 262 à 265 : adoptés (p. 4333)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adt n° 234 rectifié de la commission (secteur forestier : prorogation de la réduction d'impôt jusqu'en 2015) (p. 4337)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 239 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4344)

Intervient sur l'adt n° 240 de la commission (déménagement d'établissements entre communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunal : neutralisation pour l'application des règles d'écrêtement des bases de la taxe professionnelle au profit des fonds départementaux de péréquation) (p. 4345)

Seconde délibération

Article 33 et état B (crédits du budget général)

Son intervention (p. 4349)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Son intervention (p. 4366)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5382)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : taxe sur les imprimés non sollicités (p. 5383)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5383)

Impôts locaux : taxe professionnelle : collectivités territoriales (p. 5383)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : fongibilité des crédits (p. 5383 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 5384)

Marchés financiers : bourse de Paris : impôts sur les opérations de bourse (p. 5383)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 5383)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 5382 et s.)

Sécurité sociale : cotisations : services à la personne (p. 5383)

Sociétés : sociétés immobilières : plus-values (p. 5383)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5389)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5390 à 5392)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Son intervention (p. 5026)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5028)

Culture : mécénat (p. 5028)

Défense : opérations extérieures (p. 5027)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : impôt sur les sociétés (p. 5027)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5026)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5026 et s.)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 5027)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 5027)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 5027)
 Finances publiques : reports (p. 5027)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5027)
 Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5028)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 5027)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : impôts locaux (p. 5028)
 Politique économique : consommation (p. 5027)
 Politiques communautaires : directives (p. 5027)
 Sécurité sociale : transferts de recettes (p. 5027)
 Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5028)
 TVA : fraude (p. 5027)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5067 à 5147)

Article 1er (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIPP)

Ses amendements n^{os} 122 à 126 : adoptés (p. 5067)

Article 3 (affectation du produit des amendes de police)

Son intervention (p. 5068)

Ses amendements n^{os} 127 et 121 : adoptés (p. 5068)

Article 5 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n^o 28 : adopté (p. 5068)

Article 6 (financement des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires)

Ses amendements n^{os} 29 et 30 : adoptés (p. 5068 et s.)

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'adt n^o 4 de la commission (p. 5071)

Avant l'article 13

Son amendement n^o 31 (intitulé du titre II) : adopté (p. 5073)

Avant l'article 14

Son amendement n^o 32 (intitulé du titre III) : adopté (p. 5074)

Article 14 (aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration)

Son amendement n^o 119 : adopté (p. 5074)

Article 15 (création d'une procédure de flagrance fiscale)

Ses amendements n^{os} 55, 50, 46 à 49, 51 et 52, 45, 53 et 54 rectifiés : adoptés (p. 5075 et s.)

Article 16 (création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires)

Son amendement n^o 143 : adopté (p. 5076)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n^o 67 : adopté (p. 5077)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5078 et s.)

Article 21 (actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire de minimis)

Ses amendements n^{os} 74, 69 à 71 rectifié, 73 rectifié, 72 et 68 : adoptés (p. 5105)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 10 de la commission (réduction d'impôt pour souscription au capital de sociétés de presse) (p. 5107)

Article 22 (transposition de la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée)

Son amendement n^o 120 (p. 5109) : adopté (p. 5110)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)

Ses amendements n^{os} 129 à 133, 136 à 141 : adoptés (p. 5121 et s.)

Article 24 (ajustement du taux de droit de licence dû par les débiteurs de tabac et mise en conformité communautaire de la fiscalité sur les cigarettes)

Son intervention (p. 5128)

Après l'article 27

Son sous-amendement n^o 294 (report à 2010) à l'adt n^o 155 de M. Jérôme Chartier (résidences mobiles terrestres : entrée en vigueur de la taxe d'habitation reportée à 2013) (p. 5136) : adopté (p. 5137)

Article 28 (mise en œuvre au niveau national d'un télé-service de gestion des documents d'accompagnement des produits soumis à accises)

Ses amendements n^{os} 114 et 115 : adoptés (p. 5137)

Après l'article 28

Son sous-amendement n° 288 (rédactionnel) à l'ad n° 221 de M. Yves Censi (eaux minérales naturelles : suppression de la possibilité de double assujettissement au droit spécifique) : adopté (p. 5137)

Article 29 (reprise par l'État de la dette de la SNCF au titre du service annexe d'amortissement de la dette publique)

Son amendement n° 26 : adopté (p. 5139)

Article 30 (prise en charge par l'État de dettes vis-à-vis du Fonds de financement des prestations sociales agricoles - FFIPSA)

Son amendement n° 27 : adopté (p. 5140)

Article 32 (autorisation et régime de la garantie universelle des risques locatifs - GRL)

Ses amendements n°s 84 et 85 : adoptés (p. 5140)

Article 33 (validation de la garantie accordée à la Compagnie financière et industrielle des autoroutes - Cofiroute dans le cadre de son contrat de concession)

Son intervention (p. 5140)

Article 35 (répartition des produits des taxes affectées aux comités professionnels de développement économique et aux centres techniques industriels)

Ses amendements n°s 116 à 118 et 113 : adoptés (p. 5141)

Après l'article 35

Son sous-amendement n° 282 (application aux événements ayant débuté après le 1er janvier 2007 et forclusion au 30 juin 2008 des demandes portant sur des événements antérieurs) à l'ad n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5141) : adopté (p. 5142)

Intervient sur l'ad n° 18 de la commission (taxe professionnelle : possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, en cas de diminution des bases d'établissements exceptionnels, de reverser une partie de la compensation au fonds départemental de péréquation) (p. 5143)

Intervient sur l'ad n° 257 de M. Michel Bouvard (ajout d'informations dans le « jaune » annuel de la fonction publique et publication chaque année de celui relatif aux pensions) (p. 5145)

Intervient sur l'ad n° 17 troisième rectification de la commission (« jaune » des collectivités territoriales : ajout d'informations et présentation au moins cinq jours avant l'examen de l'article de la loi de finances évaluant les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) (p. 5147)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)

Son intervention (p. 5511)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5511)

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 5512)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5511)

Collectivités territoriales : finances locales : normes (p. 5512)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5511)

Finances publiques : exécution du budget (p. 5511)

Finances publiques : recettes (p. 5511)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5511)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5511)

Impôts locaux : spectacles (p. 5512)

Impôts locaux : taxe sur la publicité (p. 5512)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 5517 à 5518)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 297)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 298)

Finances publiques : dépenses : investissement (p. 297)

Finances publiques : dette publique : intérêts d'emprunt (p. 297)

Finances publiques : équilibre budgétaire : Allemagne (p. 298)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 298)

Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement : maîtrise des dépenses (p. 298)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 298)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1004)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1004)

Donations et successions (p. 1006)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1006)

Finances publiques : budget pluriannuel (p. 1006 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1004)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 1007)

Finances publiques : dépenses (p. 1005)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 1007)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 1005)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1006)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TÉPA) (p. 1005 et s.)

Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 1004)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1006)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 1004)

Partis et mouvements politiques : gauche : impôts locaux (p. 1004)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 1005)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 1714)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1715)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1715)

Famille : carte famille nombreuse (p. 1716)

Finances publiques : budget pluriannuel (p. 1715)

Finances publiques : dépenses (p. 1715 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1714 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 1715)

Parlement : rôle (p. 1716)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 1716)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2538, 2559)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2597)

Intervient sur l'adt n° 343 de Mme Martine Billard (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2597)

Intervient sur l'adt n° 396 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2597)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4458)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2918)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission (p. 2933)

Après l'article 40

Son sous-amendement n° 1561 à l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la

gouvernance des caisses d'épargne) : devenu sans objet (p. 3291)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3938)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3938)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 3939)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3938)
 Finances publiques : dette publique (p. 3938)
 Finances publiques : exécution du budget (p. 3938)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 3939)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3938)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3939)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3938)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3939)

Discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3974)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3974)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 1 de la commission (création d'annexes aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale récapitulant respectivement les dépenses fiscales et les réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 3974)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (p. 4527)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4528)
 Energie et carburants : pétrole (p. 4527)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 4528)
 Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4529)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4529)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4527)

Finances publiques : dette publique (p. 4527 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 4527 et s.)

Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4529)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4529)

Impôts locaux : réforme (p. 4528)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : ministre (p. 4528)

Politique économique : croissance (p. 4527)

Politique économique : inflation (p. 4527)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 4528)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4528)

Union européenne : contribution française (p. 4528)